

◀ Plan étudiants ▶

## Mise en place de la sélection à l'entrée de l'université : **inacceptable !**

À l'été 2017, des dizaines de milliers de bacheliers et bachelières se sont retrouvé-e-s sans affectation dans le supérieur. Cette situation de crise est tout sauf imprévue : elle est organisée par le gouvernement qui ne donne pas à l'enseignement supérieur les moyens de fonctionner. En effet, il manque l'équivalent de trois universités en France pour accueillir l'ensemble des bacheliers et bachelières alors qu'ils et elles étaient 200 000 de plus ces dernières années et seront à nouveau entre 40 et 50 000 supplémentaires l'an prochain.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a décidé de lancer une large concertation dans l'optique d'« en finir avec le gâchis d'APB », et de sortir de cette « situation inacceptable » tout en instrumentalisant l'injustice du tirage au sort.

### **Hypocrisie et sous investissement chronique**

Bien entendu, la Ministre a eu beau parler de « confiance mutuelle », il n'était pas question de discuter des moyens alloués aux universités afin qu'elles puissent assurer leur mission dans le cadre d'une augmentation importante et durable du nombre d'étudiant-e-s prévue depuis 20 ans.

### **Une sélection qui prend la porte... et revient par la fenêtre**

Le projet de loi présenté le 30 octobre par la ministre établit purement et simplement la sélection à l'entrée à l'université, dès lors que « l'effectif des candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, les inscriptions sont prononcées par le président ou directeur de l'établissement dans la limite des capacités d'accueil, après vérification de la cohérence entre, d'une part, le projet de formation du candidat, les acquis de sa formation initiale ou ses compétences et, d'autre part, les caractéristiques de la formation ».

Il n'est pas besoin d'être voyant-e pour comprendre qu'en procédant ainsi, le gouvernement, en diminuant les budgets des universités, pourra faire en sorte que le nombre d'inscriptions excède dans chaque filière le nombre de places. À la sélection par l'échec dû au manque de places et de moyens s'ajoute une sélection officielle qui va d'autant plus accentuer la sélection sociale.

### **L'échec, c'est celui du gouvernement**

Ce gouvernement se montre incapable de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour accueillir dignement, encadrer et garantir la réussite de toutes et tous. Répondre à l'échec par la sélection, c'est se féliciter d'apprendre à nager aux poissons.

En finir avec le baccalauréat comme premier diplôme universitaire, individualiser les parcours, mettre en place les pré-requis, c'est accentuer encore la sélection sociale, les mécanismes de reproductions et donc les inégalités.

### **Surcharge de travail pour les enseignant-e-s de lycée**

De plus, la réforme compte faire reposer une partie du travail de sélection sur les enseignant-e-s du secondaire. Les mêmes qui étaient accusé-e-s par le gouvernement de ne pas suffisamment accompagner leurs élèves dans leurs vœux APB vont être chargé-e-s d'émettre un avis sur chaque vœu des élèves de terminale. Cela revient à faire effectuer un travail de tri et risque de transformer les conseils de classe qui doivent déjà donner l'avis pour le jury de bac en conseils d'orientations à rallonge. De plus, comment croire que les enseignant-e-s pourront connaître les 12 000 formations existantes ? Pour SUD éducation il est hors de question d'accepter tant cette nouvelle surcharge de travail gratuit que le rôle qui serait ainsi attribué aux professeur-e-s.

### **Construisons la lutte !**

L'urgence est de garantir effectivement l'égalité du droit à l'éducation et aux études supérieures et d'assurer les conditions d'une véritable formation émancipatrice. Baisser le niveau de qualification de celles et ceux qui sont issu-e-s des classes populaires c'est envoyer des centaines de milliers de précaires sur un marché du travail que Macron s'emploie à déréguler.

**Pour SUD éducation, l'heure est à la construction d'un large front de lutte pour enrayer cette contre-révolution du système éducatif. Il doit sans attendre s'inscrire dans le mouvement global de refus des politiques néo-libérales de Macron et de son gouvernement.**